

Je ne voudrais pas prolonger davantage mon intervention, monsieur l'Orateur. Je voudrais simplement exhorter les députés, et plus particulièrement ceux qui siègent sur les banquettes ministérielles, à tenir compte des demandes raisonnables formulées par les habitants du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest. Ils ne demandent pas l'impossible. Ils demandent à être libérés progressivement du contrôle exercé par les fonctionnaires.

• (12.30 p.m.)

Ils demandent que le processus de la prise de décisions passe graduellement des bureaucraties aux représentants élus du peuple. Les gens du Yukon n'ont pas élu le ministre; ils m'ont élu moi, comme député, pour que je présente cette requête au ministre. Ils ont élu sept membres du Conseil et ils ne tiennent pas à ce qu'ils servent simplement à entériner les décisions fédérales, mais veulent qu'ils prennent eux-mêmes leurs décisions. Ces gens ne sont pas des irresponsables; ils n'ont pas l'intention de jeter l'argent par les fenêtres ni dans le fleuve Yukon ni de tripler leurs indemnités. Ce sont des gens intelligents et compétents, capables de prendre des décisions dans le domaine fiscal tout comme les conseillers municipaux, les commissaires d'école ou autres organismes.

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur l'Orateur, je dois dire tout d'abord que ce qui m'a frappé dans le discours du député du Yukon qui a ouvert le débat, c'est la différence énorme, à mes yeux, entre la situation au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest, du point de vue géographique d'abord, ensuite en ce qui concerne les conditions de vie des Indiens, des Esquimaux et des Blancs. C'est un aspect à ne pas oublier, je pense, lorsqu'on examine les problèmes du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest.

Il m'a semblé, si j'ai bien saisi le sens des discours du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest, qu'il y avait deux aspects importants à considérer. Premièrement, sa façon de voir les problèmes d'un gouvernement autonome. Il a loué le travail de la Commission Carrothers et ses recommandations mais il m'a semblé, en essayant de comprendre comment il entendait donner suite à ces recommandations, que d'ici une centaine d'années, le Parlement canadien en serait encore à discuter du moment de leur application. C'est le rythme auquel le ministre semble vouloir progresser.

Je dois convenir avec le député du Yukon, que la politique du ministre laisse en effet

[M. Nielsen.]

une part considérable du pouvoir de prendre des décisions et d'y donner suite à la bureaucratie, aux fonctionnaires, et non aux habitants du Territoire ni au ministre.

M. Nielsen: Oh non!

M. Orlikow: Conformément à la recommandation de la Commission Carrothers, certains services administratifs ont été transférés à Yellowknife, mesure qui a présenté à la fois des avantages et des inconvénients. En certains cas, il y a eu ralentissement du processus de la prise de décisions parce que Yellowknife devait consulter Ottawa. Le commissaire doit obtenir l'approbation du ministre, du sous-ministre, du sous-ministre adjoint et ainsi de suite.

L'hon. M. Chrétien: Monsieur l'Orateur, je ne sais si le député me permettra une question maintenant, mais je me rends compte de l'orientation que prennent ses remarques. Je lui saurais gré de dire à la Chambre des communes pourquoi la population de Churchill préfère relever de l'administration fédérale des Territoires plutôt que du gouvernement néo-démocrate du Manitoba?

M. Orlikow: Monsieur l'Orateur, si le ministre veut faire de la politique partisane, je m'y prêterai volontiers quand nous aurons le temps, mais non pas dans les 20 minutes à ma disposition maintenant. Si le ministre estime vraiment que le gouvernement du Manitoba, qui a accédé au pouvoir le 15 juillet dernier, aurait pu trouver même des ébauches de solution aux problèmes les plus élémentaires de Churchill, le ministre a moins de bon sens et de jugement que je ne le croyais. Il suffirait, ce que le ministre devrait savoir, que le gouvernement fédéral se secoue un peu et adopte des mesures toutes simples comme la prolongation de la saison de la navigation à Churchill pour régler bon nombre des problèmes de cette ville. Ce sont là des choses dont on ne peut tenir responsable ni l'actuel gouvernement néo-démocrate ni l'ancien gouvernement conservateur du Manitoba.

Dans ses discours dans le Nord auxquels je me suis reporté, le ministre, me semble-t-il, a complètement ignoré l'aspect le plus important du problème des populations indigènes des Territoires du Nord-Ouest, les Esquimaux et les Indiens. Le ministre a parlé fréquemment et avec fierté de l'énorme augmentation des dépenses que fait le gouvernement fédéral pour améliorer le sort des populations indigènes du grand Nord. On y dépense beaucoup